

# Bilan politique de la rencontre GMI/VdT du 30 mai

Le Groupe marxiste internationaliste, section française du CoReP, et le groupe français Voix des travailleurs étaient convenus de tenir une réunion commune le 30 mai 2015 (après l'annulation d'une tentative précédente par le porte-parole de VdT, R. Paris). Dans les faits, il n'y a pas eu de réunion commune, mais une simple délégation de VdT à une réunion nationale des militants du GMI.

Pourtant, le GMI avait abordé cette rencontre avec la volonté explicite de faire des pas concrets pour avancer vers la construction d'une organisation révolutionnaire commune, tout en discutant franchement et sans concession des divergences politiques avec VdT. C'est pourquoi le GMI avait proposé l'édition d'un bulletin de discussion pour préparer cette rencontre, proposition d'abord acceptée, puis refusée ensuite par VdT. Malgré cela, 19 camarades du GMI étaient présents à cette rencontre, dont l'écrasante majorité s'était déplacée de province.

De son côté, VdT n'était représentée au départ que par 6 camarades qui sont devenus 3 au fil de l'assemblée. Paris, qui avait déjà annulé au dernier moment en octobre 2014 sa venue à la 2<sup>e</sup> conférence du Groupe marxiste internationaliste, n'était pas présent. Le camarade Boris a commencé son rapport introductif en indiquant clairement que cette rencontre n'avait aucunement l'objectif d'agir en commun à l'échelle internationale et nationale, qu'il n'y aurait aucun rapprochement quelle que soit la discussion. Ainsi, dès le commencement, la réunion a ainsi été déconnectée par VdT de tout objectif.

En réalité, les positions politiques que les camarades de VdT ont développées à cette occasion relèvent parfois des jeux de mots, en tout cas tournent délibérément le dos à toute analyse marxiste en même temps qu'à toute construction d'une organisation révolutionnaire.

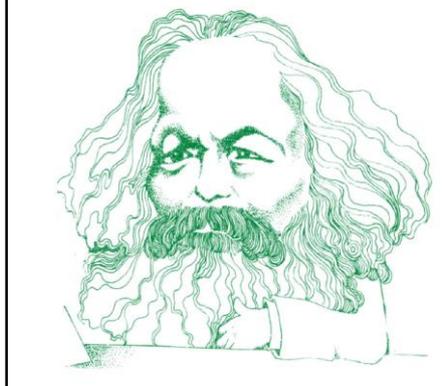
## I / Sur la crise mondiale du capitalisme et la « mort du capitalisme »

« Vous pensez que la crise mondiale est complètement terminée, en attendant la prochaine crise » écrit le camarade Robert Paris au GMI dans son courrier du 8 mai 2015, écrit afin de « préparer » ce qu'il présentait alors comme une « AG commune ».

Selon le marxisme, le capitalisme ne peut exister qu'au prix de crises économiques, des moments où l'accumulation de capital diminue, ce qui crée les conditions d'une nouvelle phase de reproduction élargie... jusqu'à la crise suivante, tant que le prolétariat ne le renverse pas à l'échelle mondiale. Telle est la dialectique du mode de production capitaliste, dans laquelle la tendance à la baisse du taux de profit et ses contre-tendances jouent un rôle décisif.

*À mesure que l'accumulation diminue, disparaît aussi la cause de sa diminution, à savoir la disproportion entre capital et force de travail. Le mécanisme du procès de production capitaliste élimine donc de lui-même les obstacles qu'il se crée spontanément. (Marx, Le Capital, I, 1867, 1873)*

# Marx La Crise



Le GMI a édité une compilation de textes de Karl Marx sur la crise économique en brochure A5, 2 euros

Cette analyse, d'abord peu comprise, réhabilitée dès 1929 par Henryk Grossmann (membre de l'IC *via* sa section polonaise KPRP), a été tardivement intégrée par le mouvement ouvrier international dans les années 1960 et 1970, en particulier grâce à des militants tentant alors de sauver et de reconstruire la 4<sup>e</sup> Internationale : Gérard Bloch (OCI) en France, Tom Kemp et Geoff Pilling (SLL-WRP) en Grande-Bretagne, Shane Mage (SL) aux États-Unis, Louis Gill (GST) au Canada... Leurs efforts se comparent avantageusement à la stérilité théorique, durant la même période, de la secte nationale VO-LO fondée en 1956 par Hardy à l'écart de toute lutte pour l'Internationale.

Plus précisément, l'analyse du GMI de la conjoncture est celle du rapport à la réunion du 30 mai :

*Le capitalisme européen a du mal à sortir de la crise capitaliste mondiale et, en son sein, le capitalisme français n'arrive pas à s'en remettre... Cependant, à l'échelle mondiale, l'économie capitaliste est sortie de son « effondrement de 2007-2009 », certes temporairement, certes au détriment de la classe ouvrière mondiale, certes en recourant à des palliatifs étatiques nationaux qui ont limité la destruction du capital et qui préparent la prochaine crise mondiale.*

En particulier, que la destruction du capital ait été limitée artificiellement par les États nationaux (et qu'elle ait donc été insuffisante pour le retour aux « 30 glorieuses » dont rêvent les apologues et les réformistes) ne veut pas dire qu'il n'y en a pas eu du tout.



Un organe du grand capital britannique titre lucidement le 13 juin : *Attention, le monde ne s'est pas préparé à la prochaine récession.*

Le porte-parole de VdT parlait de « *crise structurelle* » en 2008 dans le site *Matière et révolution* (apparemment, les conseils de Trotsky aux bolcheviks-léninistes en 1929 de publier un journal régulier pour toute la France sont aussi périmés, pour VdT, que la théorie marxiste des crises et la stratégie marxiste envers les nations opprimées). Dans un des zigzags impressionnistes dont il a le secret, Paris décrète désormais que la crise capitaliste mondiale n'a tout simplement pas eu lieu.

*Nous estimons que la crise n'a pas eu lieu en 2007-2008, les autorités capitalistes mondiales n'ayant pas laissé les faillis chuter, ce qui est cependant un des points essentiels de la nouveauté de la situation.*

Les capitalistes savent, eux, qu'il y a eu crise, en particulier les centaines de milliers dont l'entreprise a fait faillite, ce qui a entraîné alors la destruction partielle à l'échelle mondiale du rapport capital-travail, la disparition ou la dépréciation massive de capital sous toutes ses formes.

*En France, les défaillances d'entreprises ont atteint un pic de 63 500 sur douze mois en novembre 2009.* (Banque de France, novembre 2013)

Et l'autre pôle du rapport capital-travail en a souffert encore plus. Bien qu'il n'y ait eu en 2008-2009 qu'un ralentissement de la croissance en Chine, 30 millions de travailleurs mingongs sont repartis pour un temps, sans indemnité chômage, dans leurs villages d'origine. Les salariés qui par millions ont perdu leurs logements et leurs emplois aux États-Unis et en Espagne, tous ceux qui ont été précipités dans le chômage et la pauvreté en Irlande, au Portugal, en France ou en Grèce ont dû faire un mauvais rêve. Heureusement la prose de Paris et d'Éphraïm est là pour les rassurer : la crise n'a pas eu lieu. Ouf ! Et tout cela grâce à une « nouveauté » théorique de VdT : l'intervention des « *autorités capitalistes mondiales* ».

En fait de nouveauté, la direction de VdT semble n'avoir jamais étudié l'ouvrage de Marx, *Le Capital*, ni même l'opuscule de Lénine *L'Impérialisme stade suprême du capitalisme*, ni n'avoir jamais analysé les mille et une interventions des États bourgeois, conjointement ou plus souvent séparément, et non celles de mystérieuses « *autorités capitalistes mondiales* » (qui ne sont pas là par hasard sous la plume de VdT, comme on le verra en II) depuis le début du 20<sup>e</sup> siècle.

Lors de la crise financière de 2007 et de la grande récession de 2008-2008, ce sont les gouvernements nationaux et les banques centrales (nationales à l'exception de la BCE qui a agi à l'échelle de 18 États) qui s'entremirent pour sauver les monopoles nationaux. Pas des « *autorités capitalistes mondiales* » non identifiées.

*Une des causes essentielles de la crise de la société bourgeoise vient de ce que les forces productives qu'elle a créées tendent à sortir du cadre de l'État national. D'où les guerres impérialistes d'une part, et l'utopie des États-Unis bourgeois d'Europe d'autre part. (Trotsky, La Révolution permanente, 1928)*

On ne sait démêler ce qui ressort de la mauvaise foi et de l'ignorance crasse. L'État bourgeois a toujours tenté d'exprimer et de servir les intérêts du capital national dans son ensemble, contre les prolétaires locaux, contre les rivaux étrangers, contre les peuples dominés. Mais le capital tend à devenir du « capital social ».

*Le crédit pousse à la création de sociétés par actions. D'où :*

- *une extension énorme de la production et des entreprises, qui prennent des proportions qui auraient été impossibles avec des capitalistes agissant isolément...*
- *la transformation du capital privé en capital social (concentration des moyens de production et de la force de travail) et des entreprises privées en entreprises sociales, c'est-à-dire la suppression du capital en tant que propriété privée dans le cadre de la production capitaliste.*
- *la transformation du capitaliste opérant lui-même en un dirigeant exploitant le capital d'autrui, et du capitaliste propriétaire en un simple propriétaire, un simple capitaliste d'argent...*

*La transformation de la production capitaliste sous l'influence des sociétés par actions exerce une influence dissolvante sur la production capitaliste elle-même. Elle provoque dans certaines industries le monopole et appelle ainsi l'intervention de l'État. (Marx, Le Capital, III, 1864-1875)*

La concurrence ne diminue pas, car la compétition des capitaux sociaux (la concurrence entre groupes capitalistes) dépasse les limites du pays ou de la branche d'activité d'origine. Mais, les États s'en mêlent de manière accrue. À l'époque impérialiste, les entreprises atteignent, par concentration du capital (surtout lors des périodes d'accumulation) et par centralisation du capital (surtout lors des crises), une taille telle que l'État bourgeois entretient désormais des relations intenses avec elles.

*L'union personnelle des banques et de l'industrie est complétée par l'union personnelle des unes et des autres avec le gouvernement. (Lénine, L'Impérialisme, 1916)*

La théorie du laisser faire et du laisser aller n'a plus cours, même si elle est parfois ressortie des placards par temps calme pour abuser les gogos et ce depuis plus d'un siècle et non pas depuis 2007-2008 comme s'esbaudit Paris. Le militarisme et la guerre inter-impérialiste ont exhibé en 1914, et même avant, l'entrelacement de l'État bourgeois et des monopoles.

*Les besoins de la guerre et de la préparation impérialiste de la guerre poussent la bourgeoisie à une nouvelle forme de capitalisme, à l'étatisation de la production et de la répartition. (Boukharine, L'Économie mondiale et l'impérialisme, 1915)*

Le fascisme et le keynésianisme furent deux facettes, entre les deux guerres mondiales, de la nécessité de l'intrusion de l'État dans le fonctionnement du capitalisme en déclin.

*Le fascisme au pouvoir parvient tant bien que mal à prolonger le système capitaliste, mais en limitant la liberté de mouvement de chaque capitaliste individuel et ne sacrifiant sur l'autel de l'industrie lourde les autres branches de l'activité économique... (Guérin, Fascisme et grand capital, 1936, 1945)*

Bien entendu, après la faillite de Lehman Brothers en 2007, l'État bourgeois américain intervint massivement pour sauver ses banques et ses compagnies d'assurance pour éviter le krach complet. Certes, la bourgeoisie a appris de son histoire : en 1929, le gouvernement américain pensait que la reprise était au coin de la rue et il n'était pas intervenu immédiatement. Mais le New Deal de Roosevelt qui avait suivi, était déjà une forme d'intervention massive de l'État bourgeois pour tenter de sauver les grandes entreprises de la faillite, et que dire de l'économie de guerre qui fait tourner à plein l'économie des États-Unis après Pearl Harbor ?

Que signifient sinon le Plan acier de 1978 quand l'État français prend à sa charge toutes les dettes des groupes français de la sidérurgie et rembourse des milliards de francs aux créanciers bancaires et celui du Crédit lyonnais en 1994 ? De même que signifie le sauvetage de Chrysler par l'État américain en 1979 pour plus d'1,5 milliard de \$ ?

L'inondation du marché par des liquidités ne date pas d'aujourd'hui : le 15 août 1971, Nixon mettait fin aux accords de Bretton Woods et à l'arrimage du dollar à l'or au cours fixe de 35 dollars l'once d'or. Elle en vaut aujourd'hui aux alentours de 1 200 dollars !

Mais, nous répondent les camarades de VdT, jamais les États bourgeois n'ont mis autant d'argent pour intervenir qu'en 2009, ce qui en fait une politique tout à fait nouvelle et qualitativement différente des interventions précédentes.

*Il est remarquable que le système a fait, pour la première fois, le choix de « sauver » tous les trusts et toutes les grandes banques ou assurances, ce qui va a contrario de ce que ce système a toujours fait en laissant chuter les faillis, même s'il s'agissait de grandes banques, de grandes assurances, de grands financiers ou de trusts.*

Mais dans quel monde vit le chef de VdT ? Les faits démentent ces élucubrations. Plus que jamais, à l'époque de l'impérialisme, chaque État bourgeois est l'instrument des grands groupes capitalistes nationaux et il les aide en utilisant toutes les formes possibles et nécessaires selon les cas, démocratie bourgeoise ou despotisme, nationalisation ou privatisation, déficit public ou austérité, politique monétaire accommodante ou mesures anti-inflationnistes, protectionnisme ou accords de libre-échange, parités fixes ou changes flottants, socialisation partielle de la constitution de la force de travail ou dépenses militaires, alliances ou guerres, etc. C'est cela la règle depuis un siècle et le laisser faire n'est plus que l'exception.

Évidemment, comme dans les crises mondiales de 1929 et 1973, ces interventions empêchent la destruction généralisée du capital, la purge ne peut avoir lieu avec toute l'ampleur nécessaire, ce qui implique qu'il ne peut y avoir de reprise durable et que la seule façon pour le capital de combattre la baisse tendancielle du taux de profit, faute de nouveaux marchés, c'est la baisse de la valeur de la force de travail, toutes les attaques contre la classe ouvrière.

## Informations Rapides

  
24 juin 2015 - n° 154  
Principaux indicateurs

■ Comptes nationaux trimestriels - Résultats détaillés du 1<sup>er</sup> trimestre 2015

**Début 2015, le PIB croît fortement (+0,6 % après +0,1 %), le pouvoir d'achat des ménages et le taux de marge des entreprises se redressent**

## eurostat communiqué de presse euroindicateurs

103/2015 - 12 juin 2015

Avril 2015 comparé à mars 2015  
**La production industrielle en hausse de 0,1% tant dans la zone euro que dans l'UE28**

En avril 2015 par rapport à mars 2015, la production industrielle corrigée des variations saisonnières<sup>1</sup> a augmenté de 0,1% tant dans la zone euro<sup>2</sup> (ZE19) que dans l'UE28<sup>2</sup>, selon les estimations d'Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. En mars 2015<sup>3</sup>, la production industrielle avait progressé respectivement de 0,4% et de 0,1%.

En avril 2015 par rapport à avril 2014<sup>4</sup>, la production industrielle a progressé de 0,8% dans la zone euro et de 1,2% dans l'UE28.

Le principal moteur de la timide, fragile et bringuebalante reprise mondiale est là. Or, la hausse du taux d'exploitation se heurte à des limites objectives et subjectives. En outre, comme les groupes capitalistes mondiaux survivants ont généralement une composition organique du capital élevée et que la

concurrence les pousse à l'augmenter encore, la phase d'accumulation sera inexorablement suivie d'une nouvelle crise.

*Il faudra encore du temps pour que le capitalisme s'effondre à cause de la baisse du taux de profit, à peu près quand le soleil explosera. (Luxemburg, Critique des critiques, 1915)*

Selon Paris, « l'effondrement » de 2009 est définitif. Donc, il récuse les statistiques puisque le produit intérieur brut mondial, la production industrielle mondiale, l'emploi mondial, les exportations mondiales... ont dépassé depuis des années leur niveau de 2008. Hélas, tout ce qu'invente Paris à cette fin est faux : par exemple, les trois groupes automobiles américains qu'il prétend tous publics sont tous aujourd'hui privés.

*Le parti peut parfaitement se passer d'éléments dont le principe de base est d'enseigner ce qui n'a même pas été appris. (Engels, Marx, Circulaire à la direction du SPD, 1879)*

Paris pontifie sans connaître la définition des opérations économiques que retracent les comptabilités nationales (un PIB ne mesure pas les dettes, contrairement à son affirmation péremptoire) ainsi que des acteurs qu'elles distinguent (qu'une entreprise automobile soit publique ou privée, peu importe, elle est rattachée de toute façon aux « sociétés non-financières »). Or, si le cadre des statistiques officielles est étranger à l'analyse marxiste, elles témoignent aussi que la classe exploiteuse et son État ont besoin de connaître la réalité... une préoccupation assez éloignée des chefs de VdT. Voilà pourquoi Marx, Kautsky, Lénine, Hilferding, Luxemburg, Boukharine, Naville... ont souvent eu recours à celles de leur temps. Depuis la 2<sup>e</sup> Guerre mondiale, elles sont plus complètes, fréquentes et faciles à consulter.

Pour ridiculiser toute idée de reprise économique, le porte-parole de VdT soutient que le capital est désormais « nécrophile ».

*Une situation où l'essentiel des profits sont réalisés par des investissements fondés sur les dettes, sur les pertes, sur les chutes, c'est-à-dire un fonctionnement nécrophile du capital privé qui agit en sachant la branche du système, les États se contentant de nourrir par leurs interventions ces capitaux nécrophiles.*

Comment Paris sait-il que « l'essentiel des profits sont réalisés » par les « capitaux nécrophiles » ? Avec les mêmes lunettes qui lui ont fait voir une situation révolutionnaire en Israël et à Gaza à l'été 2014 ? Il ne peut être créé de profit à partir d'opérations commerciales ou financières ; le profit de la finance reste une ponction sur la plus-value sociale. Ainsi en va-t-il des primes, des intérêts et des commissions versés par le capital productif aux groupes de l'assurance et de la banque. Et la plus-value est le résultat non d'une attirance pour la mort, mais de l'exploitation à mort du travail vivant.

*La domination du capitaliste sur l'ouvrier est, en conséquence, domination de la chose sur l'homme, du travail mort sur le travail vivant, du produit sur le producteur, car les marchandises, qui deviennent des moyens de domination (en fait uniquement sur l'ouvrier) ne sont elles-mêmes que les résultats du procès de production, ses produits. (Marx, Un chapitre inédit du « Capital », 1867)*

On peut supposer que Paris, aussi vague que de coutume, fait allusion à la « titrisation » ou « produits financiers dérivés ». Appeler « investissement » la spéculation sur du capital fictif est succomber au fétichisme. De plus, Paris ne comprend pas que les opérations financières auxquelles il fait allusion avec ses « investissement fondé sur les dettes, les pertes, les chutes » sont très souvent un jeu à somme nulle et donc ne sauraient saurait « scier la branche du système ».

La titrisation est l'émission d'obligations ou de billets de trésorerie reposant sur des créances de banques ou de sociétés de crédit : crédits immobiliers, crédits étudiants, achats de carte bancaire à débit différé, etc. dont elles se débarrassent contre les liquidités, transférant ainsi le risque de ne pas être remboursées aux souscripteurs de ces nouveaux titres.

Les dérivés sont des contrats de vente à terme d'une marchandise réelle ou d'un titre financier, des options d'achat, des options de vente, des échanges de devises ou de taux d'intérêt, des dérivés de crédit, etc. Tous en commun de protéger une entreprise contre un risque (celui d'une chute, certes, mais tout autant d'une hausse, d'un non-remboursement...) et, aussi, de pouvoir servir à spéculer.

Déjà, au 19<sup>e</sup> siècle, la spéculation sur du capital fictif ne pouvait pas faire que des gagnants. Il y avait forcément un vendeur et un acheteur quand une action cotée en bourse changeait de mains. L'un d'entre eux pariait sur la hausse du cours de l'action, l'autre sur la baisse : autrement dit, il y avait tout autant

spéculation sur l'ascension que sur « *la chute* » sur laquelle Paris met l'accent. Ensuite, la cote de l'action s'étant modifiée dans un sens ou un autre, il s'avérait que l'un des deux avait perdu et que l'autre avait gagné, le gain étant du même montant que « *la perte* » mise en avant unilatéralement par Paris.

Depuis la fin du 20<sup>e</sup> siècle, d'autres formes de capital fictif sont apparues, mais ce qu'une banque, un fonds spéculatif, etc. perd sur des produits financiers titrisés ou dérivés, une autre société financière le gagne en général.

Ainsi, si un courtier mise, au moyen d'un contrat à terme, sur « *la baisse* » du prix d'un « sous-jacent » (qui peut être le pétrole, un taux de change, un indice de bourse : CAC40, Dow Jones, etc.), il ne peut pas le faire sans qu'en face un autre courtier mise sur la hausse. Les deux parties doivent s'entendre alors sur le « sous-jacent » son prix et l'échéance (la date à laquelle l'opération se dénouera), la quantité. Ils peuvent le faire « de gré à gré » (en inventant le produit dérivé qui leur convient) ou sur un « marché organisé » (des compartiments des bourses qui gèrent des produits standardisés). En tout cas, si le courtier qui parie sur la baisse ne trouve pas une contrepartie qui fait le pari inverse aux mêmes conditions, le contrat à terme n'existera pas. À l'échéance, la valeur réelle de du sous-jacent est connue : l'un des protagonistes a perdu la différence entre le prix convenu et cette valeur du sous-jacent ; l'autre a gagné l'équivalent. Ainsi, la perte de 4,8 milliards d'euros de la Société générale en 2007-2008 sur des contrats à terme sur indices d'actions fut aussi un gain de 4,8 milliards pour d'autres banques ou pour des fonds spéculatifs qui avaient pris des paris inverses à ceux de Kerviel.



En fait, Paris rejoint les staliniens détroqués du PCF et leurs larbins du NPA et de LO, pour qui le capitalisme est victime de la finance. Or, l'hypertrophie de la finance accompagne inéluctablement le déclin du capitalisme.

Mais les divagations théoriques de VdT ne s'arrêtent pas là, malheureusement. En effet pour VdT, le capitalisme est tout simplement... mort. Paris écrit :

*C'est vrai que nous avons avancé cette hypothèse comme explication des politiques des Etats et des bourgeoisies et que nous l'avons mise en discussion.*

Hélas, pour la poignée de camarades de VdT présents à l'AG du 30 mai, pressés d'enfourcher cette nouvelle haridelle, cette hypothèse est devenue une certitude qu'ils ont pourtant eu le plus grand mal à défendre. Quelle classe faut-il « *auto-organiser* », comme ils disent, si « *il n'y a plus de production* », comme ils disent aussi ? Quel est le nouveau mode de production qui aurait remplacé le capitalisme ? Quels sont les autres rapports de production qui sont apparus, s'il s'agit d'une « *période de transition* » ? Quelle classe aurait supplanté la bourgeoisie ? Serait-ce le prolétariat et on ne nous aurait donc pas prévenus... ? Sinon, quelle autre ?

Le capitalisme serait-il mort de lui-même, de vieillesse ou de maladie, en quelque sorte, sans le combat déterminé de la classe ouvrière conduite par un parti révolutionnaire pour le mettre à bas ? C'est une révision de ce qu'ont toujours expliqué Lénine et Trotsky du temps de l'IC puis Trotsky au sein de l'OGI de l'IC et de la QI, contre ceux qui, gauchistes impuissants et anti-dialecticiens, staliniens de la « 3<sup>e</sup> période » (1928-1934), présentaient la crise économique comme fatale, tout en bavardant sur des « *soviets* » vidés de leur contenu par l'hostilité au front unique ouvrier.

*Il n'y a aucune crise qui d'elle-même puisse être « mortelle » pour le capitalisme. Les oscillations de la conjoncture créent seulement une situation dans laquelle il sera plus facile ou plus difficile au*

*prolétariat de renverser le capitalisme. Le passage de la société bourgeoise à la société socialiste présuppose l'activité de gens vivants qui font leur propre histoire. Ils ne le font pas par hasard ni selon leur bon plaisir, mais sous l'influence de causes objectives déterminées. Cependant leurs propres actions – leur initiative, leur audace, leur dévouement ou, au contraire, leur sottise et leur lâcheté – entrent comme des anneaux nécessaires dans la chaîne du développement historique. (Trotsky, Encore une fois, où va la France ?, 1935)*

Tout cela n'a aucune importance pour le chef de VdT. À toutes ces questions, la seule réponse de ses adjoints fut qu'il est encore trop tôt pour savoir car il s'agirait d'un « *vaste processus historique encore inachevé* ». Comprenons donc que l'échelle du temps qu'il embrasse dépasse nos minuscules existences et inquiétudes. Et c'est dans cet entre-deux métaphysique que se meut le groupe français VdT, *per secula seculorum*, où tout est dans tout et réciproquement, où la dialectique s'apparente à de la bouillie pour les chats, où plus rien n'a d'importance, mais où l'on peut discuter de tout et de rien sans que cela n'engage rien ni personne.

## II / Sur l'imminence de la troisième guerre mondiale et l'inconséquence persistante

Pour VdT, le capitalisme est mort mais il bouge encore et il a même conscience de sa fin prochaine. Ce n'est là qu'un des mystères supplémentaires de la dialectique à la sauce VdT. En effet, Paris écrit dans son éditorial du 21 juillet 2014 :

*C'est celui d'un monde capitaliste qui sait que son temps est compté et se lance d'autant plus vite dans la guerre que c'est le seul moyen qu'il trouve pour pallier encore à (sic) son impasse économique, politique et sociale, le seul moyen pour détourner les peuples de la révolution qui monte et qui n'a fait que débiter au Maghreb et dans le monde arabe, qui menace en Afrique et au Moyen Orient [...] Oui, ce n'est pas seulement à Gaza que le pouvoir bourgeois est usé, que la domination des capitalistes arrive à son terme, que la démocratie bourgeoise n'est plus suffisante pour gouverner. C'est à l'échelle du monde. Raison de plus pour les capitalistes de lancer les peuples dans la guerre mondiale. Les précédentes guerres mondiales n'ont pas eu d'autres but que de détourner les révolutions sociales.*

Le capitalisme aurait d'un coup retrouvé une vigueur insoupçonnée, son impasse économique, politique et sociale n'est sans doute là que pour le décorum et ne le gêne en rien car il maîtrise parfaitement la situation et décide comme il lui chante de préparer la prochaine guerre mondiale pour faire pièce à la révolution qui monte. Si c'était vrai, la classe ouvrière n'aurait aucune chance de le renverser. On comprend qu'un cercle de discussion parisien pour bavards incontinents suffise, dans une telle hypothèse.

Une telle vision frôle le complotisme et surestime le mode de production capitaliste. Un « *système* » qui « *fait des choix* » à l'échelle mondiale n'est, heureusement, qu'une vue de petits-bourgeois désorientés et effrayés. Le mode de production capitaliste échappe à tout contrôle. Le capital est un rapport social entre capitalistes et prolétaires. Les premiers, dominants, font des choix à l'échelle de l'entreprise (quand elle est de grande taille, les propriétaires ont besoin de procédures collectives type AG d'actionnaires et CA ou CS ; ils sont en outre contraints de déléguer certaines décisions aux managers). Pour faire des choix collectifs au sein d'une formation sociale donnée, les capitalistes nécessitent des partis politiques à eux et, surtout, un État.

*L'État est la forme par laquelle les individus d'une classe dominante font valoir leurs intérêts communs. (Engels, Marx, L'Idéologie allemande, 1845)*

Comme l'État reste national, comme il n'y a pas de super-impérialisme (à la Kautsky) ou d'empire mondial (à la Negri), il n'y a ni « *système qui fait des choix* », ni « *d'autorités mondiales* ».

## VdT, Israël et la guerre mondiale



Le GMI a publié l'échange entre R. Paris et le bureau international du CoReP en brochure A5, 2 euros

Non, mille fois non, les précédentes guerres mondiales n'ont pas eu pour seul but de détourner les révolutions sociales qui menaçaient d'emporter le capitalisme.

*Dans la sanglante réalité, l'impérialisme est deux en un : nécessité économique et procédés violents vont de pair et ne sauraient être dépassés que par l'élimination du capitalisme. (Luxemburg, La Guerre et l'Internationale, 1916)*

Les précédentes guerres mondiales ont eu lieu pour le repartage du monde entre puissances impérialistes et elles n'ont pu être déclenchées que sur la base de la trahison de la classe ouvrière par ses organisations, par le vote des crédits de guerre par la social-démocratie et le travaillisme en 1914.

*Dans le conflit actuel, le facteur « terrestre » a principalement été pris en charge, du côté allemand, par l'entreprise Krupp ; le « divin » est essentiellement à mettre au compte de la social-démocratie. (Luxemburg, La Reconstruction de l'Internationale, 1915)*

Puis, en 1939 par la politique stalinienne divisant le prolétariat allemand et le livrant à Hitler en Allemagne, par la trahison de la révolution par le front populaire en Espagne comme en France.

C'est sur la base du désarmement politique du prolétariat que la bourgeoisie parvient à enchaîner le prolétariat au char de l'union nationale et à la défense de la patrie. C'est souvent quand la menace de la révolution a reculé, que la classe ouvrière a été battue que la bourgeoisie a les moyens politiques pour engager la guerre. Non, camarades de VdT, la révolution ne menace pas Hitler en 1938 en Allemagne quand il envahit la Pologne, les socialistes et les communistes ont été déjà assassinés, déportés, le prolétariat est muselé, terrorisé, privé de tout soutien politique à l'intérieur et comme à l'extérieur avec le pacte Staline Ribbentrop !

À ce sujet, Éphraïm, qui aime visiblement plus la sophistique que la clarté programmatique, a expliqué doctement aux militants du GMI qu'un courant politique ne trahissait qu'une fois pour toutes (déformé par son apprentissage chez les adjoints du PCF, il n'a évoqué que la social-démocratie, en omettant son jumeau stalinien). Le Groupe marxiste internationaliste préfère suivre l'avis de Lénine et de Trotsky.

*Les réformistes, avides de compromis, cherchent maintenant à sortir de l'impasse où ils se sont engagés, en semant la désorganisation et la division parmi les travailleurs et en sabotant leur lutte. Démasquer en ce moment leur récidive de trahison est un des devoirs les plus importants des partis communistes. (IC, Thèses sur l'unité du front prolétarien, 1922)*

*La victoire de la révolution espagnole aurait pu ouvrir une ère de renversements révolutionnaires dans toute l'Europe et empêcher ainsi la guerre actuelle. Mais cette héroïque révolution, qui contenait en*

*elle toutes les possibilités de vaincre, a été étouffée dans les embrassades de la 2<sup>e</sup> et de la 3<sup>e</sup> Internationales, avec la coopération active des anarchistes. Le prolétariat a été appauvri par cette perte d'un autre grand espoir et enrichi des leçons d'une autre monstrueuse trahison. (QI, La Guerre impérialiste et la révolution prolétarienne, 1940)*

Si VdT comprenait que les héritiers sociaux-patriotes de Jouhaux, qui ont trahi en 1914, en 1936, en 1944-45, en 1968... n'a pas changé de nature, elle n'écrirait pas dans son appel du 1<sup>er</sup> avril des propos complaisants à de la bureaucratie de FO qui trempe comme les autres dans la préparation de tous les mauvais coups du gouvernement Hollande comme avant de Sarkozy.

*La CGT-FO a proposé aux organisations syndicales d'appeler à « une journée de grève interpro le 9 avril ». Les travailleurs sont les premiers concernés. Ils doivent décider des revendications, des méthodes de luttes, s'organiser dans des AG d'entreprises, de quartiers, de villes, se fédérer au sein d'AG interpro et d'une AG centrale de lutte. Si la CGT-FO ne s'appuie pas sur les travailleurs organisés en comité, son initiative servira aux bureaucraties de la CGT et de Solidaires à se refaire une santé.*

<p>Avec l'effondrement du capitalisme en 2007, c'est un retour en arrière sans précédent des conditions de vie et de travail pour le prolétariat et la population. Nous n'avons rien à attendre des élections capitalistes. En France comme en Europe, de la gauche de la gauche à l'extrême droite, tous mènent une politique au service des classes dirigeantes. Chacun dans notre coin nous ne pourrions pas repousser les contre réformes (ferroviaire, retraites...) ou loi anti-ouvrière (ANI, Macron...). Seule une grève générale les fera reculer. Travailleurs, attelons-nous à la construction d'un mouvement de grève générale. Nos armes sont la grève, le blocage de la production et l'occupation de nos lieux de travail. Menons une lutte de classe ! Un seul mot d'ordre : PAS DE NEGOCIATIONS SANS LE RETRAIT AU MINIMUM DE TOUTES LES CONTRE-REFORMES ET LOIS ANTI-OUVRIERES !</p> <p><b>PAS DE GREVE GENERALE SANS COMITE DE TRAVAILLEURS COORDONNES !</b></p> <p><b>CONTRÔLONS ET DIRIGEONS NOS LUTTES ! NE LAISSONS PLUS LA MAIN AUX BUREAUCRATIES !</b></p>		
<p>La CGT-FO a proposé aux organisations syndicales d'appeler à « une journée de grève interpro le 9 avril ». Les travailleurs sont les premiers concernés. Ils doivent décider des revendications, des méthodes de luttes, s'organiser dans des AG d'entreprises, de quartiers, de villes, se fédérer au sein d'AG interpro et d'une AG centrale de lutte.</p> <p>Si la CGT-FO ne s'appuie pas sur les travailleurs organisés en comité, son initiative servira aux bureaucraties de la CGT et de SOLIDAIRES à se refaire une santé en cachant leur responsabilité dans la défaite des grèves. Ces dernières ont organisé l'éparpillement des luttes, les journées d'actions sans lendemains et les grèves reproductibles catégorielles qui n'ont jamais fait</p>		<p>reculer le patronat et ce gouvernement qu'ils ont fait élire. Si la CFDT a fait ouvertement campagne pour le PS (elle était dans le staff d'Hollande), la CGT a appelé à voter pour lui et SOLIDAIRES à battre Sarkozy. Si la CFDT ne voit pas d'austérité dans les mesures du gouvernement, La CGT et Solidaires disent combattre les mesures de ce dernier. Pourtant dans certains secteurs comme la SNCF, la CGT n'appelle pas à la grève. CGT et SOLIDAIRES ne revendiquent pas d'ailleurs le retrait de la loi Macron comme l'abrogation de toutes les contre-réformes. Ce qui est pourtant un minimum ! Dans cette situation, si la CGT-FO n'appuie pas à l'organisation indépendante et autonome des travailleurs, elle contribuera elle aussi à faire que cette journée de grève interpro ne soit rien d'autre qu'une balade et non un point d'appui pour avancer vers la grève générale.</p>

Ce tract est anonyme puisqu'il est attribué à « des travailleurs, des syndicalistes, des militants révolutionnaires ». C'est un procédé douteux : les travailleurs ont droit à la vérité, à identifier qui s'adresse à eux. VdT y soutient la diversion de la « journée d'action » du 9 avril (présentée non comme un sabotage de la grève générale, mais « un point d'appui »). Le tract présente les agents de la bourgeoisie qui dirigent FO comme supérieurs aux bureaucraties de la CGT et de Solidaires et leur donne des conseils (ne pas permettre à leurs concurrents de « se refaire une santé »). Apparemment, la « CGT-FO » n'est pas, elle, une bureaucratie. Qui plus est, elle a le mérite de ne pas avoir appelé à voter PS en 2012 (le tract anonyme oublie qu'une partie de l'appareil de FO préférerait Sarkozy, voire Le Pen, à Hollande, Mélenchon, Artaud ou Poutou).

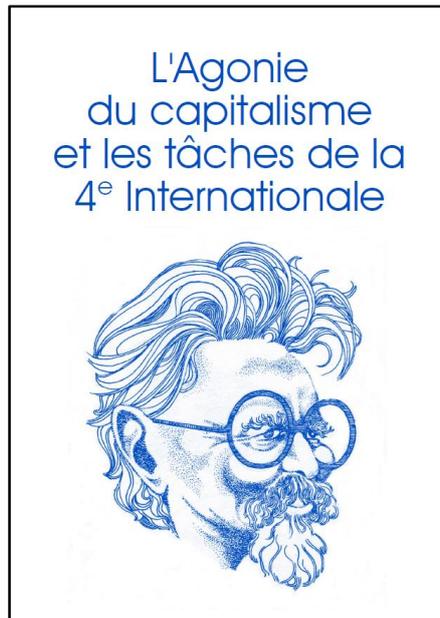
Pour lutter contre la guerre, il faut lutter contre l'impérialisme. Pour lutter contre l'impérialisme, il faut lutter contre les bureaucraties sociales-impérialistes. Pour lutter efficacement contre les agents de la bourgeoisie dans la classe ouvrière, il faut construire un parti ouvrier révolutionnaire.

*Les « partis ouvriers bourgeois », en tant que phénomène politique, se sont déjà constitués dans tous les pays capitalistes avancés, et sans une lutte décisive et implacable, sur toute la ligne, contre ces partis ou, ce qui revient au même, contre ces groupes, ces tendances, etc., il ne saurait être question ni de lutte contre l'impérialisme, ni de marxisme, ni de mouvement ouvrier socialiste. (Lénine, L'Impérialisme et la scission du socialisme, 1916)*

Non, mille fois non, les précédentes guerres mondiales n'ont pas procédé d'un plan déterminé d'une espèce de super-impérialisme unifié qui aurait décidé de lancer les peuples dans la guerre, pour les distraire de leur objectif révolutionnaire ! Quelle vision simpliste ! L'utilisation par VdT des termes « les autorités capitalistes mondiales » en lieu et place des États bourgeois prend alors tout son sens, celui d'un état-major de la bourgeoisie mondiale qui gomme les rivalités inter-impérialistes pour les besoins de la

démonstration. Voilà, au contraire, comment Trotsky parlait de la marche à la 2<sup>e</sup> Guerre mondiale dans le *Programme de transition* :

*La bourgeoisie elle-même ne voit pas d'issue. Dans les pays où elle s'est déjà trouvée contrainte de miser son dernier enjeu sur la carte du fascisme, elle marche maintenant les yeux fermés à la catastrophe économique et militaire... Sous la pression croissante du déclin capitaliste, les antagonismes impérialistes ont atteint la limite au-delà de laquelle les divers conflits et explosions sanglantes (Éthiopie, Espagne, Extrême-Orient, Europe centrale...) doivent infailliblement se confondre en un incendie mortel. Bien entendu, la bourgeoisie se rend compte du danger mortel qu'une nouvelle guerre représente pour sa domination. Mais elle est actuellement infiniment moins capable de prévenir la guerre qu'à la veille de 1914. » (QI, L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4<sup>e</sup> Internationale, 1938)*



Le GMI a édité le programme adopté en 1938 par la conférence de fondation de la 4<sup>e</sup> Internationale en brochure A5, 2 euros

S'il y avait des « *autorités mondiales* », on ne voit pas pourquoi la direction de VdT annonce l'imminence de la guerre mondiale, tout en poursuivant -comme si de rien n'était- sa routine. En effet, les autorités mondiales, si elles existaient, trancheraient les conflits entre États.

Cependant, il ne peut y voir que des formes embryonnaires de concertation interétatique et de mutualisation limitée de moyens entre puissances impérialistes pour assurer leur domination globale sur le reste du monde (impérialismes de petite taille, pays dominés) : ONU, BM, FMI, BRI... Un signe précurseur d'une nouvelle guerre inter-impérialiste serait la disparition de ces institutions internationales interétatiques.

Il n'y a pas plus de plan prédestiné de la bourgeoisie, unie mondialement, qui déciderait de la prochaine guerre mondiale comme elle jouerait aux échecs. Toute guerre est déclenchée par une ou plusieurs bourgeoisies, plus précisément par un pouvoir politique à la tête d'un État, qui ne représente jamais l'ensemble de la classe dominante du pays.

Ce sont les contradictions insurmontables du système capitaliste au stade impérialiste qui engendrent les conflits inter-impérialistes, pour le moment par belligérants interposés comme en Ukraine ou en Syrie. C'est l'affaiblissement relatif de l'impérialisme dominant, les États-Unis, désormais incapable d'ordonner le monde selon ses propres intérêts, qui laisse la place aux prétentions de puissances régionales comme la Turquie, l'Arabie saoudite ou l'Iran au Moyen-Orient. Certes la perspective d'une troisième guerre mondiale est une éventualité qui ne peut être rejetée, non comme le résultat d'une sorte de complot, mais comme conséquence de l'impasse économique du mode de production. Cependant, la disproportion des forces militaires en présence aujourd'hui entre les différents impérialismes ne la rend pas plausible dans l'immédiat. Mais c'est pourquoi tous les impérialismes arment ou réarment aujourd'hui à tour de bras.

« *Pas de rapprochement* » a dit en préambule Boris lisant le rapport introductif pour VdT. Il est vrai que Paris écrit, quant à lui, dans son mail du 8 mai :

*Et nous savons que tous les grands leaders révolutionnaires ont, durant de longues phases, été en dehors de toute logique organisationnelle, ce qui ne veut pas dire qu'ils étaient des intellectuels coupés de la lutte des classes et ne faisaient que discuter ou de faire des analyses de laboratoire.*

Nous ne connaissons pas le bilan international de Paris et d'Éphraïm, en particulier pendant les 7 ans de VdT. Nous ne savons pas non plus à qui Paris fait allusion.

Nous savons en revanche que, même à l'époque du capitalisme ascendant, les grands dirigeants révolutionnaires ont toujours travaillé dans une optique mondiale, dans un cadre tantôt informel (correspondances internationales innombrables, rencontres internationales multiples), tantôt formel (CCC, LC, AIT pour Marx et Engels, IO pour Engels). Par exemple, Marx et Engels aidèrent à la construction du Parti ouvrier en France. Le premier programme marxiste français (*Programme du Havre*) a été rédigé en mai 1880 avec leur aide à Londres lors d'une réunion avec Jules Guesde et Paul Lafargue.



Certes, Marx et Engels, qui ne cessèrent jamais d'aider Wilhelm Liebknecht (un ancien de la LC) et August Bebel à construire le SAPD en Allemagne, n'en étaient pas formellement membres. Mais c'est surtout leur rôle international qui les en empêchait.

*Nous n'appartenons guère plus au parti allemand qu'au français, à l'américain ou au russe... En fait, nous tenons à notre position particulière de représentants du socialisme international.* (Engels, *Lettre à Bernstein*, 1883)

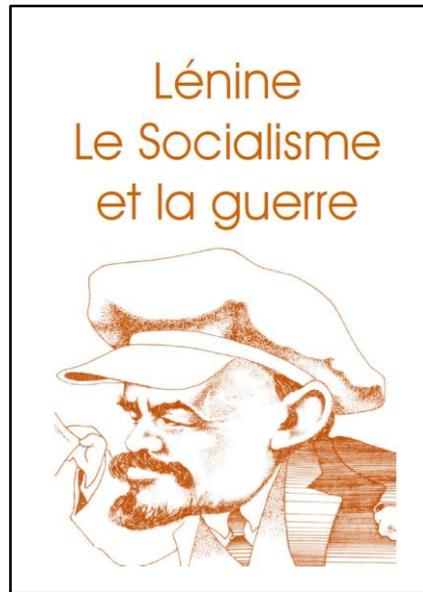
Seul un falsificateur ou un ignorant peut concevoir la rédaction de la plateforme du PO, la collaboration intense de Marx et d'Engel au SAPD, sans parler de leur correspondance *incessante* avec *tous* les dirigeants des organisations ouvrières révolutionnaires d'Europe et d'Amérique, comme se situant « *en dehors de toute logique organisationnelle* » !

Nous savons aussi que, à l'époque impérialiste, les dirigeants communistes révolutionnaires ont *toujours* été membres d'une organisation internationale : IO (2<sup>e</sup> Internationale) pour Lénine, Luxemburg et Trotsky ; IC (3<sup>e</sup> Internationale) pour Lénine et Trotsky ; QI pour Trotsky. En outre, Lénine et Luxemburg ont participé à plusieurs congrès de l'IO et même au Bureau socialiste international de l'IO. Lénine et Trotsky ont animé la Conférence de Zimmerwald. Tous deux ont oeuvré à plusieurs congrès de l'IC et étaient membres de son Comité exécutif.

Nous savons aussi qu'ils ont *toujours* été membres en outre d'au moins une organisation nationale. Avant 1914, Luxemburg appartenait simultanément à deux sections de l'IO, le SDKP polonais et SPD allemand ; Lénine et Trotsky militaient dans le cadre du POSDR russe. Après l'éclatement de la guerre, Luxemburg a fondé en 1915 le groupe Die Internationale au sein du SPD, le groupe Spartakus dans l'USPD, le KPD enfin séparé du SPD et de l'USPD. Lénine affirma dès septembre 1914 la nécessité d'une nouvelle internationale et créa en 1915 une fraction au sein du regroupement international de Zimmerwald avec

Zinoviev et Radek, tout en militant dans le SPS suisse et en continuant à participer à la direction du Parti bolchevik.

*L'Internationale consiste dans le rapprochement (d'abord idéologique et, ensuite, le moment venu, sur le terrain de l'organisation) des hommes capables en ces jours difficiles de défendre l'internationalisme. (Lénine, Chauvinisme mort et socialisme vivant, 1914)*



Le GMI a édité un texte fondamental de Lénine sur la guerre, d'avril 1915, en brochure A5, 2 euros

Quand le moment fut venu, en 1919, Lénine fonda l'IC avec l'aide de l'organisateur de l'insurrection d'Octobre et du chef de l'Armée rouge, Trotsky. Ce dernier, comme Lénine et Luxemburg, a consacré *toute sa* vie à militer dans une organisation révolutionnaire. Dans sa jeunesse, il a participé à la reconstruction du POSDR à travers le journal *Iskra*, puis il n'a pas cessé de vouloir rassembler -même si c'était à tort- les fractions du POSDR jusqu'en 1916. Tout le long de la guerre, Trotsky a collaboré avec des internationalistes russes (dont Boukharine) et de ses pays d'exil politique (France, États-Unis). Lors de la révolution russe, Trotsky a rejoint le Parti bolchevik, puis il a été des fondateurs de l'IC, il a créé une fraction (l'OGI) dans l'IC, il a conçu la 4<sup>e</sup> Internationale.

Bref, les « *grands leaders révolutionnaires* » ont en permanence allié théorie et pratique, et ceci ne pouvait pas se concrétiser autrement que par une « *logique organisationnelle* » car c'est l'ABC du marxisme.

Mais puisque, selon VdT, le capitalisme est déjà mort sans qu'on ait eu besoin de faire la révolution, il n'y a sans doute aucune urgence à construire une organisation révolutionnaire. Le chef de VdT s'en lave les mains.

*Nous ne sommes pas contre l'existence de groupes révolutionnaires ou de partis révolutionnaires.*

Le Collectif révolution permanente est, en fait, *contre* les groupes révolutionnaires dans la mesure où ils n'ont guère d'influence dans la classe ouvrière et ne peuvent rivaliser avec les bureaucraties traîtres. Il vise à *dépasser* les groupes pour aller vers l'Internationale basée sur des partis qui, dans chaque État, gagnent la confiance de l'avant-garde du prolétariat. Si une organisation est vraiment révolutionnaire, elle n'a pas d'autre objectif, sinon c'est qu'elle est, en réalité, tout autre chose qu'un « *groupe révolutionnaire* ».

Paris, pour maintenir son propre cercle parisien contre la construction du parti mondial dont la classe ouvrière a besoin, insinue que le GMI dédaigne la discussion et l'accord politique.

*Trop de groupes, dont les « internationales » d'où viennent nos camarades, ont mis en premier la construction du regroupement le plus nombreux possible avant la discussion et l'accord politique. Nous sommes contents qu'avec le GMI la prochaine étape soit une assemblée commune car nous pensons que la lecture des textes et des mails polémiques ne peut remplacer, pour construire la confiance mutuelle indispensable, l'échange libre entre militants.*

Pour sa part, le GMI a toujours défendu la discussion et l'accord politique comme préalable au regroupement. C'est d'ailleurs pourquoi il a toujours refusé de s'intégrer à « l'extrême-gauche » chère aux confusionnistes. D'autre part, comment comprendre alors l'absence de la plupart des camarades de VdT à cette assemblée commune à l'encontre de la joie antérieure de Paris qui y voyait un moyen de construire la confiance mutuelle indispensable ? Sinon par une volonté délibérée de VdT d'assurer le « service minimum » pour éviter et la discussion, la confiance et les accords ?

*Plus faible était la perspective de la révolution sociale, plus fortement chaque groupe, fraction et secte s'efforçait de se convertir dans un petit monde suffisant et fermé. (Trotsky, Lettre à la conférence du PCF, 1922)*

Par ailleurs, le CoReP et le GMI ne dissimulent pas leurs positions, sur la colonisation de la Palestine ou quelque autre problème décisif de la lutte des classes mondiales.

Quand le Collectif révolution permanente a réitéré ses propositions de faire des pas concrets sur la base d'accords politiques comme sa proposition d'un texte commun au moment de l'agression sioniste de Gaza ou, dernièrement, pour le 1<sup>er</sup> mai, elles sont restées sans suite de la part du groupe français VdT. De même, la proposition du GMI à toutes les organisations ouvrières de prendre ensemble position contre l'union nationale au moment des attentats contre *Charlie Hebdo* et une épicerie casher a été repoussée par Paris au nom de VdT.

La délégation de VdT à l'assemblée des militants du GMI a d'abord indiqué que VdT n'était pas formellement une organisation et qu'elle « *ne fonctionnait pas à coups de déclarations* ». Mais comme le GMI faisait remarquer l'importance d'établir des points de repères pour les militants révolutionnaires contre toute la propagande de la bourgeoisie et des appareils sur des questions aussi importantes que celle de la Palestine par exemple, les militants de VdT présents ont alors déclarés que pour leur part, ils étaient opposés au mot d'ordre de destruction de l'Etat d'Israël qui figure en bonne place dans la déclaration du CoReP, considérant qu'elle frisait l'antisémitisme, reprenant ainsi à leur compte l'assimilation de l'antisionisme avec l'antisémitisme qui fait les beaux jours de tous les défenseurs de l'Etat d'Israël, non seulement bourgeois, mais colon, raciste et assassin des Palestiniens !



Tout s'explique donc : ce n'est pas seulement par suite d'une conception différente de l'organisation que VdT n'a pas donné suite à la proposition de déclaration internationale commune contre l'agression sioniste à Gaza, mais parce qu'on peut être à VdT et publier, parmi d'autres, sur son site pour information la position du CoReP sur Gaza et être à VdT et assimiler cette position à l'antisémitisme.

*Je suis oiseau, voyez mes ailes, je suis souris, vivent les rats ! (La Fontaine, La Chauve-souris et les deux belettes, 1668)*

La position de VdT sur la Palestine, dissimulée durant des mois, est la même que celle des centristes LO et NPA (de « l'extrême-gauche », dans le vocabulaire bourgeois) ou des partis ouvriers bourgeois PCF, PdG, PS (de « la gauche », selon la même terminologie acceptée par les sociaux-traitres et les centristes). En dernière analyse, c'est la même que celle de leur maître à tous, la bourgeoisie française : légitimité d'Israël, partage de la Palestine en deux États.

*Laurent Fabius s'est rendu en Égypte, en Jordanie, en Palestine et en Israël les 20 et 21 juin... Cette visite a permis de discuter des propositions de la France sur les moyens de relancer un règlement du conflit israélo-palestinien, afin de favoriser la création d'un État palestinien viable et souverain, vivant dans la paix et la sécurité aux côtés d'Israël dans des frontières sûres et reconnues, en assurant la sécurité d'Israël. (Ministère des affaires étrangères, 22 juin)*

Il faut rendre justice aux membres de VdT qui ont représenté leur groupe le 30 mai et reconnaître qu'ils ont parfaitement rempli leur objectif : celui de nous convaincre qu'aucun rapprochement ni travail commun n'était possible, tant les positions politiques défendues par VdT sont étrangères au marxisme. VdT est sans boussole politique, et ce sont d'autres forces politiques, bureaucraties corrompues ou sectes semi-anarchistes, qui au bout du compte serviront de références à ses militants après une fin sans gloire. Pire : la conception politique de l'organisation qui a cours à VdT, sous couvert d'absence de formalisme et de démocratie ectoplasmique, autorise déjà les petites et grandes manœuvres, y compris sans doute dans le dos de militants de VdT. Le CoReP et sa section française font confiance au prolétariat, mènent la lutte contre les partis « réformistes » et toutes les bureaucraties syndicales, s'efforcent de regrouper les communistes dispersés sur la base du programme légué par la LC, l'AFT, l'IC et la QI.

Ce qui a manqué à la révolution allemande en 1918-19, c'est un parti ouvrier révolutionnaire expérimenté de type bolchevik. Ce qui a manqué à la révolution italienne de 1919-1920, c'est un parti vraiment révolutionnaire (comme un camarade du GMI l'a démontré le 30 mai, sans réponse). Ce qui a manqué à la révolution espagnole de 1936-1937, c'est un parti. Ce qui a manqué à la révolution italienne de 1943, c'est un parti. Ce qui a manqué à la révolution grecque de 1944, c'est un parti. Ce qui a manqué à la révolution bolivienne de 1952, c'est un parti. Ce qui a manqué à la révolution hongroise de 1956, c'est un parti. Ce qui a manqué à la révolution chilienne de 1973, c'est un parti. Ce qui a manqué à la révolution portugaise de 1974-75, c'est un parti. Ce qui a manqué à la révolution iranienne de 1979, c'est un parti. Ce qui a manqué à la révolution nicaraguayenne en 1979, c'est un parti...

Les militants communistes ne doivent pas rester enfermés dans un seul pays et dans des petits groupes impotents, ils doivent se retrouver et se réunir sur le cadavre des sectes, fusionner sur la base du programme. Les membres et sympathisants de VdT ont assez perdu de temps, ils doivent sortir de l'impasse, contacter le Groupe marxiste internationaliste sans plus tarder s'ils veulent renverser la bourgeoisie.

*La lutte contre la guerre présuppose un instrument révolutionnaire de lutte, c'est-à-dire un parti. Il n'existe pas, ni à l'échelle nationale, ni à l'échelle internationale. Un parti révolutionnaire doit être construit sur la base de toute l'expérience du passé. (Trotsky, La Guerre et la 4<sup>e</sup> Internationale, 1934)*